

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sophie Antaya, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Boischatel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 28 mai 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	3
État consolidé de la situation financière	4
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État consolidé des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	7
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	39
Analyse des charges consolidées	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de Boischatel,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Boischatel (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Boischatel au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Boischatel inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

GARIÉPY, GRAVEL, LAROUCHE, BLOUIN, CPA S.E.N.C.R.L.

Par Nicole Roy, CPA auditrice

Québec, le 27 mai 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations	
		2023	2022
Revenus			
Taxes	1	15 264 993	14 029 438
Compensations tenant lieu de taxes	2	100 291	100 679
Quotes-parts	3	525 858	503 386
Transferts	4	1 732 372	4 735 955
Services rendus	5	2 126 720	1 755 958
Imposition de droits	6	920 837	1 068 547
Amendes et pénalités	7	36 137	40 221
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	264 913	246 555
Autres revenus	10	605 364	312 670
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	21 577 485	22 793 409
Charges			
Administration générale	14	2 098 783	2 213 136
Sécurité publique	15	2 796 867	2 621 690
Transport	16	5 323 538	4 697 134
Hygiène du milieu	17	4 960 749	4 590 662
Santé et bien-être	18	10 777	17 188
Aménagement, urbanisme et développement	19	629 527	672 059
Loisirs et culture	20	4 115 213	3 809 589
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 579 825	1 045 257
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	21 515 279	19 666 715
Excédent (déficit) de l'exercice	25	62 206	3 126 694
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	58 212 262	55 085 568
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	58 212 262	55 085 568
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	58 274 468	58 212 262

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		961 257
Débiteurs (note 5)	2	16 581 074	16 240 680
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		148 600
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	16 581 074	17 350 537
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	480 652	
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 401 147	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 053 960	1 992 668
Revenus reportés (note 11)	12	655 658	514 911
Dette à long terme (note 12)	13	41 077 138	43 543 796
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	55 100	
Autres passifs (note 14)	15		
	16	48 723 655	46 051 375
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(32 142 581)	(28 700 838)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	89 782 841	86 276 162
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	401 449	401 449
Stocks de fournitures	20	220 767	221 799
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	11 992	13 690
	23	90 417 049	86 913 100
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	58 274 468	58 212 262
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	58 274 468	58 212 262
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	58 274 468	58 212 262

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations	
		2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	62 206	3 126 694
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	8 346 790)(	6 291 252)
Produit de cession	3	121 500	
Amortissement	4	4 841 289	4 566 060
(Gain) perte sur cession	5	(121 500)	
Réduction de valeur / Reclassement	6	(1 178)	(226 484)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(3 506 679)	(1 951 676)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(23 244)
Variation des stocks de fournitures	10	1 032	(29 381)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	1 698	(45)
	13	2 730	(52 670)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(3 441 743)	1 122 348
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(28 700 838)	(29 823 186)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(28 700 838)	(29 823 186)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(32 142 581)	(28 700 838)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	62 206	3 126 694
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 841 289	4 566 060
Autres			
▪ Ajustement	3.1	(1 178)	(226 484)
	4	4 902 317	7 466 270
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(340 394)	(3 523 594)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	61 292	221 187
Revenus reportés	8	140 747	390 994
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	203 700	15 300
Propriétés destinées à la revente	10		(23 244)
Stocks de fournitures	11	1 032	(29 381)
Autres actifs non financiers	12	1 698	(45)
	13	4 970 392	4 517 487
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(8 346 790)	(6 291 252)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(8 346 790)	(6 291 252)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 869 000	5 637 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(4 335 658)	(3 495 758)
Variation nette des emprunts temporaires	26	4 401 147	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	1 934 489	2 141 242
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(1 441 909)	367 477
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	961 257	593 780
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	961 257	593 780
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	(480 652)	961 257

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Boischatel est constituée selon le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Municipalité de Boischatel comprend l'ensemble des organismes qui sont sous son contrôle. Même si la Municipalité de Boischatel et ses organismes contrôlés sont des entités juridiques ou organisationnelles distinctes, ils forment ensemble une seule entité économique à des fins de présentation de l'information financière.

Le périmètre comptable ne vise que la présentation de l'information financière. Il ne remet aucunement en cause les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles régissant un organisme inclus dans le périmètre comptable, ni ses règles de gouvernance et de reddition de comptes. L'organisme inclus dans le périmètre comptable conserve le même degré d'autonomie et continue de rendre compte à son conseil d'administration en produisant ses propres états financiers établis selon les normes comptables qui lui sont appropriées.

a) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la Municipalité de Boischatel et de la Régie d'Assainissement des Eaux Usées de Boischatel, L'Ange-Gardien, Château-Richer. Les états financiers de la régie sont intégrés selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité de Boischatel a adopté la comptabilité d'exercice, tel qu'indiqué au manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Selon cette méthode, les revenus et les charges sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fond.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks de fournitures sont comptabilisés comme dépenses au fur et à mesure de leur utilisation et le stock à la date du bilan est présenté au moindre du coût et la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La Municipalité a adopté le chapitre 3031, Stocks. En vertu de cette norme, les stocks doivent être comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. De plus, cette norme inclut des directives sur la détermination du coût, y compris la répartition des frais indirects et des autres coûts. La norme exige aussi que les stocks semblables à l'intérieur d'un groupe consolidé soient comptabilisés selon la même méthode. Elle requiert également la reprise de toute dépréciation des stocks pour les ramener à leur valeur nette de réalisation dans le cas d'une augmentation subséquente de la valeur des stocks. Cette norme n'a eu aucun impact sur les états financiers.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont présentées au coût ou, dans le cas de dons à leur juste valeur au moment où ils sont reçus. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile estimée selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

Ameublement et équipement de bureau	20 %
Bâtiments	2.5 %
Infrastructures	2.5 %
Machinerie, outillage et équipement	10 %
Véhicules	10 %

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

Les revenus de taxes sont constatés lors de la taxation annuelle. Les droits de mutation sont comptabilisés lorsque les actes notariés sont reçus par la municipalité.

Les revenus provenant de services rendus sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que l'encaissement est raisonnablement assuré.

Les autres revenus et les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont réalisés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : sur la base des données des participants à cette date.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements de portefeuille constitués en fonds commun cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Les ententes intermunicipales avec la municipalité de L'Ange-Gardien sont les suivantes :

- fourniture d'un service d'approvisionnement en eau potable; les coûts d'exploitation et d'opération étant répartis selon la consommation réelle et le service de la dette à 36.5 % pour L'Ange-Gardien et 63.5 % pour Boischatel;
- fourniture du service de sécurité incendie dans une proportion de 35 % pour L'Ange-Gardien et 65 % pour Boischatel;
- entente entre Boischatel, L'Ange-Gardien et Château-Richer pour l'acquisition et l'utilisation d'un camion-pompe citerne pour l'incendie partagé en parts égales de 1/3-1/3-1/3.

Un entente intermunicipale avec la Ville de Québec (Beauport) est d'offrir aux citoyens de Boischatel le droit de faire des emprunts de documents aux bibliothèques municipales de Beauport (Québec).

Un nouvelle entente intermunicipale avec la Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré concernant les ressources humaines pour l'opération des usines de production d'eau potable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la municipalité de Boischatel, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	138 815	961 257
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	138 815	961 257
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	(619 467)	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	(480 652)	961 257
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	532 174	416 981
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	6 769 099	6 070 023
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	2 958 394	2 794 064
Organismes municipaux	13	5 334 576	5 891 472
Autres			
▪ autres débiteurs	14.1	986 831	1 068 140
	15	16 581 074	16 240 680
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 331 730	4 513 014
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	5 103 973	5 702 929
Autres tiers	19		
	20	10 435 703	10 215 943
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	6 428 538	5 923 274
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	333 900	35 000
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	6 661	111 749
	27	6 769 099	6 070 023

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Municipalité possède une marge de crédit institutionnelle autorisée de 3 700 000 \$ dont 1 598 853 \$ est inutilisé au 31 décembre 2023.

10. Créiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	275 433	501 093
Salaires et avantages sociaux	42	201 496	215 757
Dépôts et retenues de garantie	43	312 571	381 664
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ autres courus et passifs	45.1	894 013	565 833
▪ intérêts courus sur la dette à long terme	45.2	370 447	328 321
	46	2 053 960	1 992 668

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	21 791	32 247
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ FRR volet 4	52.1	140 392	58 535
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	492 475	398 405
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Dépôt sur clés	60.1	1 000	25 724
	61	655 658	514 911

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,65	4,45	2024	2052	62	41 077 138	43 543 796
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	41 077 138	43 543 796
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	41 077 138	43 543 796

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		3 352 456			3 352 456
2025	74		3 241 170			3 241 170
2026	75		3 140 512			3 140 512
2027	76		3 221 000			3 221 000
2028	77		3 150 000			3 150 000
2029 et plus	78		24 972 000			24 972 000
	79		41 077 138			41 077 138
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		41 077 138			41 077 138

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (55 100)	148 600
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84 (55 100)	148 600
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 433 600	232 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89	19 598
	90 433 600	251 798

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 () ()	
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	36 666 523	671 761	26 577	37 311 707
Eaux usées	103	25 870 005	759 552	26 577	26 602 980
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	25 232 534	2 197 729	242 992	27 187 271
Autres					
▪	105.1	9 214 881	2 914 784	23 820	12 105 845
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	20 720 623	292 581	295 024	20 718 180
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	4 288 208	232 215	327 196	4 193 227
Ameublement et équipement de bureau	110	256 840	53 961	80 533	230 268
Machinerie, outillage et équipement divers	111	1 994 128	402 598	236 900	2 159 826
Terrains	112	4 154 775	821 609		4 976 384
Autres	113				
	114	128 398 517	8 346 790	1 259 619	135 485 688
Immobilisations en cours	115				
	116	128 398 517	8 346 790	1 259 619	135 485 688
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	10 513 410	1 182 531	26 577	11 669 364
Eaux usées	118	10 893 080	667 269	26 577	11 533 772
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	8 222 536	720 204	242 992	8 699 748
Autres					
▪	120.1	2 027 998	463 488	23 820	2 467 666
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	8 022 044	993 962	296 202	8 719 804
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	1 405 249	438 501	327 196	1 516 554
Ameublement et équipement de bureau	125	138 611	35 235	80 533	93 313
Machinerie, outillage et équipement divers	126	899 427	340 099	236 900	1 002 626
Autres	127				
	128	42 122 355	4 841 289	1 260 797	45 702 847
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	86 276 162			89 782 841
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	401 449	401 449
	136	401 449	401 449
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	401 449	401 449

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ frais payés d'avance	144.1	11 992	13 690
Autres			
▪	145.1		
	146	11 992	13 690

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de conventions avec la Société d'habitation du Québec, la Municipalité s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 10 % au déficit d'exploitation de l'Office municipal de Boischatel, ainsi qu'une entente signée le 17 avril 2001 par laquelle la Municipalité verse à l'Office, le premier jour de chaque mois, un montant représentant dix pourcent (10 %) du supplément au loyer que l'Office est tenue de verser conformément à l'entente Office-Manoir Boischatel.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Municipalité s'est engagée, en vertu de contrats pour la fourniture de services suivants :

	<u>2024</u>	<u>2025</u>	<u>2026</u>	<u>2027</u>	<u>2028</u>
Location de camions pour la collecte des ordures ménagères résidentielles	138 313 \$				
Collecte et transport des ordures commerciales	52 013 \$	53 061 \$	54 133 \$	55 230 \$	
Collecte et transport des encombrants	31 496 \$				
Déneigement de la route des Trois-Sauts	33 465 \$				
Nettoyage de puisards	37 133 \$	38 743 \$	40 269 \$		
Fourniture de conteneurs	107 444 \$				
Vidange de fosses septiques	44 309 \$				
Fourniture de propane	31 496 \$				
Vêtements de travail	9 765 \$	9 765 \$	9 765 \$	9 765 \$	
Services téléphoniques	12 451 \$	12 451 \$	12 451 \$	12 451 \$	12 451 \$
Entretien des équipements de réfrigération	8 476 \$	8 816 \$	9 170 \$	9 540 \$	
Analyse énergétique de l'aréna	16 540 \$	17 200 \$			

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

<u>Description</u>	<u>Montant initial des cautions</u>	<u>Solde des cautionnements</u>	
		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

s/o

D) Autres

s/o

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	4401 147	—	—	—	4 401 147
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 641 831	—	—	—	1 641 831
Intérêts courus à payer	370 447	—	—	—	370 447
Dettes	3 314 000	10 028 000	8 940 000	18 702 000	40 984 000
	9 727 425	10 028 000	8 940 000	18 702 000	47 397 425

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2022

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 611 083	-	-	-	1 611 083
Intérêts courus à payer	327 850	-	-	-	327 850
Dettes	4 298 000	6 528 000	9 346 000	23 241 000	43 413 000
	6 236 933	6 528 000	9 346 000	23 241 000	45 351 933

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	14 029 438	15 029 460	15 264 993			15 264 993
Compensations tenant lieu de taxes	2	100 679	103 340	100 291			100 291
Quotes-parts	3					525 858	525 858
Transferts	4	580 997	620 217	828 741		231	828 972
Services rendus	5	1 755 597	1 869 316	2 126 720			2 126 720
Imposition de droits	6	1 068 547	842 000	920 837			920 837
Amendes et pénalités	7	40 221	40 100	36 137			36 137
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	246 455	261 301	264 776		137	264 913
Autres revenus	10			97 829		2 552	100 381
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	17 821 934	18 765 734	19 640 324		528 778	20 169 102
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	4 154 591		903 400			903 400
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	32 957		67 695			67 695
Autres	18	276 647		437 288			437 288
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	4 464 195		1 408 383			1 408 383
	22	22 286 129	18 765 734	21 048 707		528 778	21 577 485
Charges							
Administration générale	23	2 043 638	1 927 422	1 942 587	104 027	52 169	2 098 783
Sécurité publique	24	2 422 250	2 597 879	2 563 952	232 915		2 796 867
Transport	25	3 296 520	3 761 704	3 789 868	1 533 670		5 323 538
Hygiène du milieu	26	2 406 065	2 837 206	2 710 181	1 645 333	605 235	4 960 749
Santé et bien-être	27	17 188	16 000	10 777			10 777
Aménagement, urbanisme et développement	28	667 059	673 149	626 585	2 942		629 527
Loisirs et culture	29	2 766 786	3 065 796	3 033 181	1 082 032		4 115 213
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 042 382	1 361 633	1 578 326		1 499	1 579 825
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	4 326 636	4 326 636	4 600 919	(4 600 919)		
	34	18 988 524	20 567 425	20 856 376		658 903	21 515 279
Excédent (déficit) de l'exercice	35	3 297 605	(1 801 691)	192 331		(130 125)	62 206

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 297 605	(1 801 691)	192 331	(130 125)	62 206
Moins : revenus d'investissement	2	(4 464 195)	()	(1 408 383)	()	(1 408 383)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 166 590)	(1 801 691)	(1 216 052)	(130 125)	(1 346 177)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	4 326 636	4 326 636	4 600 919	240 370	4 841 289
Produit de cession	5			121 500		121 500
(Gain) perte sur cession	6			(97 829)		(97 829)
Réduction de valeur / Reclassement	7	(226 484)				
	8	4 100 152	4 326 636	4 624 590	240 370	4 864 960
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10	226 484				
	11	226 484				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 642 065)	(3 462 151)	(3 360 644)	(32 489)	(3 393 133)
	18	(2 642 065)	(3 462 151)	(3 360 644)	(32 489)	(3 393 133)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(53 034)	()	()	(53 229)	(53 229)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	418 974	550 000	728 475	5 450	733 925
Excédent de fonctionnement affecté	21	81 680	40 822	15 570	18 266	33 836
Réserves financières et fonds réservés	22	(323 956)	346 384	166 831	14 918	181 749
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	123 664	937 206	910 876	(14 595)	896 281
	26	1 808 235	1 801 691	2 174 822	193 286	2 368 108
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	641 645		958 770	63 161	1 021 931

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 464 195	1 408 383		1 408 383
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	41 177)(	53 961)(	) (	53 961)
Sécurité publique	3 (	199 329)(	35 136)(	) (	35 136)
Transport	4 (	3 038 749)(	3 333 424)(	) (	3 333 424)
Hygiène du milieu	5 (	2 621 759)(	1 383 551)(	53 229)(	1 436 780)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 277)(	50 329)(	) (	50 329)
Loisirs et culture	8 (	355 837)(	3 437 160)(	) (	3 437 160)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	6 261 128)(	8 293 561)(	53 229)(	8 346 790)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	249 728)(	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) (	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 984 357	728 615		728 615
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	53 034		53 229	53 229
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	249 728	325 498		325 498
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18	485 368	1 626 398		1 626 398
	19	788 130	1 951 896	53 229	2 005 125
	20	(738 369)	(5 613 050)		(5 613 050)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 725 826	(4 204 667)		(4 204 667)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	862 213			
Débiteurs (note 5)	2	16 185 143	16 562 259	18 815	16 581 074
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	148 600			
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	17 195 956	16 562 259	18 815	16 581 074
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		619 467	(138 815)	480 652
Emprunts temporaires (note 9)	10		4 401 147		4 401 147
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 938 934	2 012 278	41 682	2 053 960
Revenus reportés (note 11)	12	514 911	655 658		655 658
Dette à long terme (note 12)	13	43 413 000	40 984 000	93 138	41 077 138
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		55 100		55 100
Autres passifs (note 14)	15				
	16	45 866 845	48 727 650	(3 995)	48 723 655
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(28 670 889)	(32 165 391)	22 810	(32 142 581)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	82 779 313	86 473 133	3 309 708	89 782 841
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	401 449	401 449		401 449
Stocks de fournitures	20	208 836	203 940	16 827	220 767
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 092		11 992	11 992
	23	83 391 690	87 078 522	3 338 527	90 417 049
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 205 752	1 911 704	114 492	2 026 196
Excédent de fonctionnement affecté	25	164 170	347 444	4 712	352 156
Réserves financières et fonds réservés	26	2 712 526	872 548	20 318	892 866
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	) (	)
Financement des investissements en cours	28	(334 938)	(4 539 605)		(4 539 605)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	49 973 291	56 321 040	3 221 815	59 542 855
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	54 720 801	54 913 131	3 361 337	58 274 468
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	4 987 714	4 767 844	4 873 748	4 535 859
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 063 495	1 186 244	1 210 072	965 493
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	825 020	900 809	900 809	761 863
Autres services	7	1 621 966	1 616 743	1 616 743	1 568 655
Autres biens et services	8	4 671 214	4 517 165	4 804 228	4 497 644
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 145 015	1 440 520	1 441 598	927 025
D'autres organismes municipaux	10	36 648	34 488	34 488	22 608
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	159 320	95 302	95 533	95 761
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	20 650	8 016	8 206	(137)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 617 314	1 529 699	1 529 699	1 495 660
Transferts	15				
Autres	16		68 065	68 065	56 935
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	80 933	78 836	78 836	82 576
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 326 636	4 600 919	4 841 289	4 566 060
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1	11 500	11 726	11 965	90 713
	22	20 567 425	20 856 376	21 515 279	19 666 715

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 026 196	2 262 532
Excédent de fonctionnement affecté	2	352 156	187 148
Réserves financières et fonds réservés	3	892 866	2 747 762
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(4 539 605)	(334 938)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	59 542 855	53 349 758
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	58 274 468	58 212 262
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 911 704	2 205 752
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	114 492	56 780
	11	2 026 196	2 262 532
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Travaux non terminés et Régime de retraite	12.1	347 444	164 170
	13	347 444	164 170
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Affectés aux infrastructures	14.1	4 712	22 978
	15	4 712	22 978
	16	352 156	187 148

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1	278 100	1 232 000
	18	278 100	1 232 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	221 351	386 809
Organismes contrôlés et partenariats	22	12 343	27 261
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		680 000
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	307 247	352 367
Organismes contrôlés et partenariats	26	7 975	7 975
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	65 850	61 350
Autres			
▪	30.1		
	31	614 766	1 515 762
	32	892 866	2 747 762

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (	)(
Assainissement des sites contaminés	41 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (	)(
Autres		
▪	44.1 (	)(
	45 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	47 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	49 (	)(
Autres		
▪	50.1 (	)(
	51 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	53 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	)(
Autres		
▪	56.1 (	)(
	57 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66 (	4 539 605)(	334 938)
	67	(4 539 605)	(334 938)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	89 782 841	86 276 162
Propriétés destinées à la revente	69	401 449	401 449
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	90 184 290	86 677 611
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	90 184 290	86 677 611
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (	41 077 138)(	43 543 796)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	)(	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	10 435 703	10 215 943
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (	30 641 435)(	33 327 853)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (	)(	)
	83 (	30 641 435)(	33 327 853)
	84	59 542 855	53 349 758

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	148 600	163 900
Charge de l'exercice	4 (	433 600)(	232 200)
Cotisations versées par l'employeur	5	229 900	216 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(55 100)	148 600
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	7 467 600	6 741 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	6 889 400)(	6 380 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	578 200	360 600
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(55 100)	148 600
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	523 100	509 200
Provision pour moins-value	12 (	578 200)(	360 600)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(55 100)	148 600
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)(	)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(	)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	435 400	404 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	435 400	404 000
Cotisations salariales des employés	21 (	227 300)(	210 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	208 100	193 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	29 500	28 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	217 600	30 300
Autres	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	455 200	252 100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	376 500	344 000
Rendement espéré des actifs	32 (	398 100)(	363 900)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(21 600)	(19 900)
Charge de l'exercice	34	433 600	232 200

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	482 200	336 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	398 100)(	363 900)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	84 100	(27 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39	213 100	165 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,80 %	5,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,80 %	5,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,85 %	2,85 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		6
Description du régime		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118		6 776
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		19 598
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		19 598
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	13 445 154	13 677 066	12 806 045
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	13 445 154	13 677 066	12 806 045
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	616 265	609 664	472 485
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	898 875	907 578	689 652
Autres				
▪	16.1	3 867	3 867	1 424
Centres d'urgence 9-1-1	17	35 000	36 519	37 963
Service de la dette	18	30 299	30 299	21 869
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 584 306	1 587 927	1 223 393
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 584 306	1 587 927	1 223 393
	27	15 029 460	15 264 993	14 029 438

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	300	1 316	300
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	8 586	8 388	8 351
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	80 837	76 586	78 620
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34	6 000	6 240	6 000
	35	95 723	92 530	93 271
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	7 617	7 761	7 408
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	7 617	7 761	7 408
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	103 340	100 291	100 679

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52			
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55	220 230	261 613	261 613
Transport adapté	56	140 432	261 064	261 064
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	42 000	133 536	133 536
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			231
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77	9 443	9 443	
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81			
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	402 662	665 656	665 887
				425 064

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	17 235	17 235	1 521 818
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			33 545
Réseau de distribution de l'eau potable	102	430 500	430 500	1 299 614
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104	430 500	430 500	1 299 614
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116	25 165	25 165	
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120			
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	903 400	903 400	4 154 591

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 125				
Péréquation 126				
Neutralité 127				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 128				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 129	82 000	27 530	27 530	50 744
Fonds de développement des territoires 130				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 131				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 132	135 555	135 555	135 555	105 556
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 133				
Autres 134				
	135	217 555	163 085	156 300
TOTAL DES TRANSFERTS 136	620 217	1 732 141	1 732 372	4 735 955

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	137			932
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			932
Sécurité publique				
Police	141	1	1	1
Sécurité incendie	142	430 156	393 028	377 268
Sécurité civile	143			
Autres	144			14 654
	145	430 157	393 029	391 923
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149	67 640	214 426	214 426
Autres	150			
	151	67 640	214 426	214 426
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	310 424	287 161	244 317
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			361
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			26 895
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	310 424	287 161	271 573

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168	6 004	6 004	
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172	6 004	6 004	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173	80 742	59 398	39 372
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175	5 000	5 000	10 000
	176	85 742	64 398	49 372
Réseau d'électricité	177			
	178	893 963	965 018	713 800

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	64 970	135 904	157 677
	182	64 970	135 904	157 677
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	5 000	4 565	5 694
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	5 000	4 565	5 694
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	10 000	45 804	9 016
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191	13 958	10 383	
Transport adapté	192		1 394	
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	23 958	57 581	9 016
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	18 700	13 859	17 357
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203	16 725	12 902	13 502
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	35 425	26 761	30 859

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			5 905
	216			5 905
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	846 000	936 891	936 891
Activités culturelles				833 007
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220	846 000	936 891	936 891
				833 007
Réseau d'électricité	221			
	222	975 353	1 161 702	1 161 702
				1 042 158
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	1 869 316	2 126 720	2 126 720
				1 755 958

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	224	74 000	56 568	56 568	72 552
Droits de mutation immobilière	225	750 000	846 654	846 654	981 100
Droits sur les carrières et sablières	226				
Autres	227	18 000	17 615	17 615	14 895
	228	842 000	920 837	920 837	1 068 547
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	229	40 100	36 137	36 137	40 221
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	230				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	231	261 301	264 776	264 913	246 555
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		97 829	97 829	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235				
Contributions des promoteurs	236		67 695	67 695	32 957
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237				
Contributions des organismes municipaux	238				256 115
Autres contributions	239				
Redevances réglementaires	240				
Autres	241		437 288	439 840	23 598
	242		602 812	605 364	312 670
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	243				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	362 009	343 479		343 479	349 271	346 156
Greffé et application de la loi	2	295 482	306 350		306 350	306 350	301 277
Gestion financière et administrative	3	872 366	886 049	104 027	990 076	1 010 937	1 147 725
Évaluation	4	215 399	215 399		215 399	215 399	189 715
Gestion du personnel	5	182 166	191 310		191 310	191 310	197 675
Autres							
▪ Autres	6.1					25 516	30 588
	7	1 927 422	1 942 587	104 027	2 046 614	2 098 783	2 213 136
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	1 618 866	1 615 966		1 615 966	1 615 966	1 530 692
Sécurité incendie	9	919 733	897 847	232 915	1 130 762	1 130 762	1 031 858
Sécurité civile	10	3 620	1 556		1 556	1 556	12 599
Autres	11	55 660	48 583		48 583	48 583	46 541
	12	2 597 879	2 563 952	232 915	2 796 867	2 796 867	2 621 690
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	1 514 865	1 382 061	1 338 213	2 720 274	2 720 274	2 494 308
Enlèvement de la neige	14	1 249 547	1 299 164	168 087	1 467 251	1 467 251	1 265 377
Éclairage des rues	15	98 330	125 323	27 370	152 693	152 693	128 222
Circulation et stationnement	16	61 968	72 660		72 660	72 660	38 186
Transport collectif							
Transport en commun	17	827 020	900 809		900 809	900 809	761 863
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20	9 974	9 851		9 851	9 851	9 178
	21	3 761 704	3 789 868	1 533 670	5 323 538	5 323 538	4 697 134

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2023	2022	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de							
	22	638 779	723 940	796 712	1 520 652	1 520 652	1 342 951
	23	193 778	175 396	396 243	571 639	571 639	547 053
	24	725 794	725 794	14 022	739 816	1 345 051	1 322 294
	25	255 746	224 223	438 356	662 579	662 579	652 914
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
	26	735 194	352 076		352 076	352 076	526 006
	27		317 698		317 698	317 698	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
	28	145 674	54 420		54 420	54 420	70 544
	29						
Matières organiques							
	30						
	31						
	32	142 241	136 634		136 634	136 634	128 900
	33						
	34						
	35						
	36						
	37						
	38						
	39	2 837 206	2 710 181	1 645 333	4 355 514	4 960 749	4 590 662
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
	40	16 000	10 777		10 777	10 777	17 188
	41						
	42						
	43	16 000	10 777		10 777	10 777	17 188

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations 2023	Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	517 958	469 194	2 942	472 136	472 136	454 388
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	150 191	150 001		150 001	150 001	155 384
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50	5 000	7 390		7 390	7 390	62 287
	51	673 149	626 585	2 942	629 527	629 527	672 059
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	810 814	896 138	687 192	1 583 330	1 583 330	1 449 333
Patinoires intérieures et extérieures	53	784 106	762 936	335 253	1 098 189	1 098 189	1 041 583
Piscines, plages et ports de plaisance	54	208 201	222 822		222 822	222 822	198 939
Parcs et terrains de jeux	55	809 012	758 960		758 960	758 960	684 155
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57	291 949	239 514		239 514	239 514	254 679
Autres	58	68 009	70 605		70 605	70 605	37 513
	59	2 972 091	2 950 975	1 022 445	3 973 420	3 973 420	3 666 202
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	37 534	26 644	59 587	86 231	86 231	88 586
Bibliothèques	61	56 171	55 562		55 562	55 562	54 801
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64						
	65	93 705	82 206	59 587	141 793	141 793	143 387
	66	3 065 796	3 033 181	1 082 032	4 115 213	4 115 213	3 809 589

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	1 264 098	1 272 445		1 272 445	1 273 754	956 424
Autres frais	69	76 885	297 865		297 865	297 865	88 970
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70		(21 600)		(21 600)	(21 600)	(19 900)
Autres	71	20 650	29 616		29 616	29 806	19 763
	72	1 361 633	1 578 326		1 578 326	1 579 825	1 045 257
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	4 326 636	4 600 919 (	4 600 919)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	671 054	671 054	1 204 746
Usines de traitement de l'eau potable	2	706	706	120 594
Usines et bassins d'épuration	3		47 762	1 151
Conduites d'égout	4	711 790	711 790	1 248 498
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 263 394	2 263 394	1 925 946
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			58 531
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 849 120	2 849 120	176 559
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	292 581	292 581	87 879
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	232 215	232 215	1 129 922
Ameublement et équipement de bureau	18	53 961	53 961	46 405
Machinerie, outillage et équipement divers	19	397 131	402 598	287 592
Terrains	20	821 609	821 609	3 429
Autres	21			
	22	8 293 561	8 346 790	6 291 252

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	671 054	671 054	1 204 746
Usines de traitement de l'eau potable	2	706	706	120 594
Usines et bassins d'épuration	3		47 762	1 151
Conduites d'égout	4	711 790	711 790	1 248 498
Autres infrastructures	5	5 112 514	5 112 514	2 161 036
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 797 497	1 802 964	1 555 227
	12	8 293 561	8 346 790	6 291 252

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	128 909		16 823	112 086
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	33 198 944	706 715	3 376 310	30 529 349
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	33 327 853	706 715	3 393 133	30 641 435
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 513 014	1 140 385	321 669	5 331 730
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	5 702 929	21 900	620 856	5 103 973
Autres tiers	12				
	13	10 215 943	1 162 285	942 525	10 435 703
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	10 215 943	1 162 285	942 525	10 435 703
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	10 215 943	1 162 285	942 525	10 435 703
	19	43 543 796	1 869 000	4 335 658	41 077 138
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	43 543 796	1 869 000	4 335 658	41 077 138

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	40 984 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	4 539 605
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

▪	5.1	
---	-----	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	10 435 703
-----------	---	------------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

▪	11.1	
---	------	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	35 087 902
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des
organismes contrôlés et des partenariats**

	13	87 893
--	----	--------

Endettement net à long terme	14	35 175 795
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme
d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	15	105 125
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	11 210
---------------------------	----	--------

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	35 292 130
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
--	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
--	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	35 292 130
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
---	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 293 561	6 261 128
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 293 561	6 261 128

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	15,61	35,00	28 406,00	1 559 948	446 286	2 006 234
Professionnels	2	4,65	35,00	8 470,00	312 186	80 656	392 842
Cols blancs	3	14,56	35,00	26 507,00	692 614	158 450	851 064
Cols bleus	4	27,24	40,00	56 650,05	1 599 067	413 053	2 012 120
Policiers	5						
Pompiers	6	5,51	35,00	10 141,00	382 110	42 826	424 936
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	67,57		130 174,05	4 545 925	1 141 271	5 687 196
Élus	9	7,00			221 919	44 973	266 892
	10	74,57			4 767 844	1 186 244	5 954 088

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	522 677				522 677
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	133 535				133 535
Réseau de distribution de l'eau potable	3		430 500			430 500
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		430 500			430 500
Autres	6	172 529	42 400			214 929
	7	828 741	903 400			1 732 141

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	16 817	44 921
	4	16 817	44 921
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	27 909	28 006
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	27 909	28 006
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	522 423	353 602
Enlèvement de la neige	11	22 017	19 619
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	544 440	373 221
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	291 764	172 949
Réseau de distribution de l'eau potable	17	178 483	114 268
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	165 882	99 005
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	636 129	386 222
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	(1 291)	(1 586)
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	(1 291)	(1 586)
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	354 322	211 598
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	354 322	211 598
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 578 326	1 042 382

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Benoit Bouchard	1.1	Maire	53 560	18 207	10 540	
Daniel Morin	1.2	Maire suppléant	17 804	8 902	1 291	645
Lynne Colquhoun	1.3	Conseiller	15 332	7 666		
Vincent Guillot	1.4	Conseiller	15 332	7 666		
Jean-François Paradis	1.5	Conseiller	15 332	7 666		
Marie-Pierre Labelle	1.6	Conseiller	15 332	7 666		
Martine Giroux	1.7	Conseiller	15 332	7 666	1 291	645

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 450 000 \$**Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

26 ☒ ☐

27 264 404 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

28 ☒ ☐

29 200 321 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

30 ☐ ☒

31 \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

32 ☐ ☒

33 \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC Côte-de-Beaupré - Durée indéterminée

34 ☒ ☐

35 ☒ ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

36 ☐ ☒

37 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

38 ☐ ☒

39 \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

40 ☐ ☒

41 \$

- b) autres formes d'aide

42 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

 Systèmes de sécurité

46 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ \$

 Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ \$

 Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

 Systèmes de drainage

51 _____ \$

 Abords de routes

52 _____ \$

 Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?
- 59 ☒ ☐
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-10-252
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-10-07
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 618
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 294
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?
- 72 ☐ ☒

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2 ☐☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 ☐☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6 ☐☒

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 ☐☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 ☐☐

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-06-03

Nom du signataire : Sophie Antaya

Fonction du signataire : DGA et greffière-trésorière

Date de transmission au Ministère : 2024-06-04

Date et heure de la dernière
modification : 2024-05-29 14:55

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	17 821 934	18 765 734	19 640 324	528 778	20 169 102
Investissement	2	4 464 195		1 408 383		1 408 383
	3	22 286 129	18 765 734	21 048 707	528 778	21 577 485
Charges	4	18 988 524	20 567 425	20 856 376	658 903	21 515 279
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 297 605	(1 801 691)	192 331	(130 125)	62 206
Moins : revenus d'investissement	6 (	4 464 195)(	) (	1 408 383)(	) (	1 408 383)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 166 590)	(1 801 691)	(1 216 052)	(130 125)	(1 346 177)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 326 636	4 326 636	4 600 919	240 370	4 841 289
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 642 065)(	3 462 151)(	3 360 644)(	32 489)(	3 393 133)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	53 034)(	) (	) (	53 229)(	53 229)
Excédent (déficit) accumulé	12	176 698	937 206	910 876	38 634	949 510
Autres éléments de conciliation	13			23 671		23 671
	14	1 808 235	1 801 691	2 174 822	193 286	2 368 108
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	641 645		958 770	63 161	1 021 931

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	862 213		961 257
Débiteurs	2	16 185 143	16 562 259	16 240 680
Placements de portefeuille	3			
Autres	4	148 600		148 600
	5	17 195 956	16 562 259	17 350 537
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		619 467	480 652
Dette à long terme	7	43 413 000	40 984 000	43 543 796
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		55 100	55 100
Autres	9	2 453 845	7 069 083	2 507 579
	10	45 866 845	48 727 650	46 051 375
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(28 670 889)	(32 165 391)	(28 700 838)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	82 779 313	86 473 133	86 276 162
Autres	13	612 377	605 389	636 938
	14	83 391 690	87 078 522	86 913 100
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 205 752	1 911 704	2 262 532
Excédent de fonctionnement affecté	16	164 170	347 444	187 148
Réserves financières et fonds réservés	17	2 712 526	872 548	2 747 762
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	)	)	)
Financement des investissements en cours	19	(334 938)	(4 539 605)	(334 938)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	49 973 291	56 321 040	53 349 758
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	54 720 801	54 913 131	58 212 262

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Travaux non terminés et Régime de retraite	1.1	347 444	164 170
	2	347 444	164 170
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	4 712	22 978
	4	352 156	187 148
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1	278 100	1 232 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	221 351	386 809
Organismes contrôlés et partenariats	8	12 343	27 261
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	307 247	1 032 367
Organismes contrôlés et partenariats	10	7 975	7 975
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	65 850	61 350
Autres			
▪	14.1		
	15	892 866	2 747 762
	16	1 245 022	2 934 910

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	35 087 902
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	35 292 130

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	30 529 349	33 198 944
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	112 086	128 909
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 331 730	4 513 014
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	5 103 973	5 702 929
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	41 077 138	43 543 796

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	14 029 438	15 029 460	15 264 993	15 264 993
Compensations tenant lieu de taxes	13	100 679	103 340	100 291	100 291
Quotes-parts	14				525 858
Transferts	15	580 997	620 217	828 741	828 972
Services rendus	16	1 755 597	1 869 316	2 126 720	2 126 720
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 108 768	882 100	956 974	956 974
Autres	18	246 455	261 301	362 605	365 294
	19	17 821 934	18 765 734	19 640 324	20 169 102
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	4 154 591		903 400	903 400
Autres	23	309 604		504 983	504 983
	24	4 464 195		1 408 383	1 408 383
	25	22 286 129	18 765 734	21 048 707	21 577 485

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	1 927 422	1 942 587	104 027	2 046 614	2 098 783	2 213 136
Sécurité publique							
Police	2	1 618 866	1 615 966		1 615 966	1 615 966	1 530 692
Sécurité incendie	3	919 733	897 847	232 915	1 130 762	1 130 762	1 031 858
Autres	4	59 280	50 139		50 139	50 139	59 140
Transport							
Réseau routier	5	2 924 710	2 879 208	1 533 670	4 412 878	4 412 878	3 926 093
Transport collectif	6	827 020	900 809		900 809	900 809	761 863
Autres	7	9 974	9 851		9 851	9 851	9 178
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 814 097	1 849 353	1 645 333	3 494 686	4 099 921	3 865 212
Matières résiduelles	9	1 023 109	860 828		860 828	860 828	725 450
Autres	10						
Santé et bien-être	11	16 000	10 777		10 777	10 777	17 188
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	517 958	469 194	2 942	472 136	472 136	454 388
Promotion et développement économique	13	150 191	150 001		150 001	150 001	155 384
Autres	14	5 000	7 390		7 390	7 390	62 287
Loisirs et culture	15	3 065 796	3 033 181	1 082 032	4 115 213	4 115 213	3 809 589
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 361 633	1 578 326		1 578 326	1 579 825	1 045 257
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	16 240 789	16 255 457	4 600 919	20 856 376	21 515 279	19 666 715
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	4 326 636	4 600 919 (	4 600 919)			
	21	20 567 425	20 856 376		20 856 376	21 515 279	19 666 715

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 464 195	1 408 383		1 408 383
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 261 128)(	8 293 561)(	53 229)(	8 346 790)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	249 728)(	)(	)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 984 357	728 615		728 615
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	53 034		53 229	53 229
Excédent accumulé	6	735 096	1 951 896		1 951 896
	7	(738 369)	(5 613 050)		(5 613 050)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 725 826	(4 204 667)		(4 204 667)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14